
Alexandre Massé, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l'Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)*

Paris, Classiques Garnier, coll. Les Méditerranées, 2019, 669 pages

Arnaud Bartolomei



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/7536>

DOI : 10.4000/rives.7536

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 5 juin 2020

Pagination : 167-169

ISBN : 979-10-320-0274-2

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Arnaud Bartolomei, « Alexandre Massé, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l'Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)* », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 60 | 2020, mis en ligne le 05 juin 2020, consulté le 01 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rives/7536> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.7536>

Alexandre Massé, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l'Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)*, Paris, Classiques Garnier, coll. Les Méditerranées, 2019, 669 pages.

Le concept d'« empire informel », qui a été forgé dans les années 1950 à la suite du célèbre article des historiens Gallagher et Robinson dédié à l'étude des ingérences extérieures britanniques dans le monde extra-européen de la première moitié du XIX^e siècle, est au cœur de nombreux travaux qui, outre-Manche, participent au renouveau actuel des « études impériales ». Il est demeuré en revanche peu discuté dans l'historiographie française, ne figure dans le titre d'aucun ouvrage ni d'aucun article répertorié dans les bases de données francophones de référence (Sudoc, Cairn) et il faut donc se tourner vers la littérature anglophone pour accéder à des contributions s'interrogeant sur l'existence d'un « méridien impérial français » (David Todd, « French Imperial Meridian », *Past and Present*, 2011) ou d'un empire informel français en Amérique latine (Edward Shawcross, *France, Mexico and informal empire in Latin America*, 2018). Le premier mérite de l'ouvrage d'Alexandre Massé, tiré d'une thèse de doctorat soutenue à Toulouse en 2012, réside donc incontestablement dans le fait d'ouvrir une brèche dans une historiographie française qui a trop longtemps eu tendance à réduire le XIX^e siècle à celui de l'expansion coloniale. Les régimes de la Restauration, de la monarchie de Juillet et du Second Empire ont pourtant été des acteurs centraux des politiques d'influence et d'ingérence dans les affaires du monde, que les États européens ont mises en œuvre entre le Congrès de Vienne (1815) et la Conférence de Berlin (1885). La Méditerranée orientale, où la France intervint à de multiples reprises en dehors de tout projet de colonisation formelle – que ce soit dans les provinces grecques de l'Empire ottoman, au Liban ou dans les affaires égyptiennes – constitue de ce point de vue un terrain privilégié pour s'interroger sur la cohérence et la portée de ces politiques dites d'impérialisme informel, qui concernèrent aussi bien le Royaume-Uni que la France ou d'autres pays du continent (comme l'Espagne ou l'Autriche-Hongrie). L'ouvrage recèle cependant un second mérite qui en détermine, au-delà de tout effet de mode, la valeur fondamentale : le choix du corpus effectué pour aborder le sujet et le traitement qui en est proposé. Ni l'un, ni l'autre ne présente pourtant la moindre originalité. Le corpus est pour l'essentiel constitué de la correspondance adressée par les consuls de France en poste dans l'Orient grec à leur autorité de tutelle (le ministère des Affaires étrangères) et le traitement de ces sources, bien connues des historiens, s'avère extrêmement classique – il n'est par exemple fait aucun recours aux techniques d'analyse quantitative des données actuellement en vogue (comme la lexicométrie ou l'analyse de réseau). Le succès de l'entreprise repose donc essentiellement sur l'ampleur du corpus qui a été mobilisé – la correspondance

d'une vingtaine de postes consulaires a été systématiquement dépouillée – et sur la cohérence du protocole scientifique adopté : une grille de lecture rigoureusement appliquée, attentive non pas tant au contenu informationnel des correspondances qu'aux préjugés, aux prétentions et, finalement, aux horizons mentaux de leurs auteurs. Ce faisant, l'auteur nous offre une brillante démonstration, dans la veine de ce que l'histoire culturelle offre de meilleur, dont on peut résumer ainsi les conclusions : si la réalité d'un empire informel français en Méditerranée peut être discutée, son existence dans l'esprit des consuls qui y résidaient ne laisse en revanche aucun doute.

L'histoire factuelle des événements relatés dans la correspondance est en effet bien connue (la guerre d'indépendance grecque et les interventions de la France et du Royaume-Uni, tantôt pour accentuer leur pénétration dans l'Empire ottoman, tantôt pour soutenir « l'homme malade » de l'Europe). L'auteur met donc à profit l'abondante littérature sur le sujet – qu'il maîtrise parfaitement – non pour raconter de nouveau cette histoire, mais plutôt pour analyser la façon dont les consuls français la restituent à leur autorité de tutelle, la nature des instructions qu'ils reçoivent en retour et les interventions diplomatiques ou militaires qu'ils contribuent de la sorte à susciter ou, au contraire, à dissuader – puisque les consuls français ne furent pas toujours à la pointe de l'engouement philhellénique français. Ils en furent même, dans un premier temps du moins, d'ardents opposants, n'hésitant pas à dénoncer l'anarchie et les désordres induits par le soulèvement grec de 1821, ainsi que les menaces sur les intérêts français que pouvait représenter tout écart vis-à-vis de la politique de neutralité officiellement adoptée par Paris. Très vite cependant, ils furent contraints, par la tournure des événements (les massacres, l'afflux des réfugiés dans leurs consulats, l'essor du brigandage et de la piraterie, les ingérences rivales de l'Angleterre et de la Russie), de changer de discours et d'appeler finalement à l'intervention militaire de 1827. La démonstration est ainsi apportée que les correspondances consulaires ne sont pas que de pâles décalques de représentations collectives, mais « participent à la construction des perceptions » (p. 21) et peuvent également être « à la source de décisions politiques et diplomatiques » (p. 23). C'est cependant lorsqu'il s'attelle à étudier systématiquement les clichés et les perceptions de « l'Autre » (pour reprendre l'orthographe discutable mais privilégiée par l'auteur), dont « regorgent » les correspondances des consuls, qu'Alexandre Massé obtient ses résultats les plus convaincants, révélant l'homogénéité et l'univocité des discours tenus sur les populations autochtones. Tous les consuls s'accordent en effet à dénoncer la « barbarie », « la perfidie » ou la « dégénérescence » de ces populations orientales qu'ils jugent à l'aune de leur propre conviction d'être les représentants d'une civilisation moralement et techniquement supérieure. On ne s'étonnera dès lors pas que leurs écrits multiplient les projets d'intervention ou de colonisation (au sens ancien comme nouveau du terme) ayant pour objectif de régénérer la

nation grecque et de lui rendre son ancienne splendeur – que tous appréhendent au prisme de leur solide culture classique. Le lien qui est parfois établi entre humanisme classique, philosophie des Lumières, préjugés civilisationnels et idée coloniale peut être cependant saisissant, comme lorsque l’auteur rapporte l’extravagant projet de colonisation défendu par Étienne Masson, simple chancelier en poste au consulat d’Athènes dans les années 1830. En se fondant sur les chiffres de population livrés par les auteurs anciens, ce dernier estime que la Grèce pourrait accueillir 200 000 colons européens (soit l’équivalent de 40 % de la population du jeune État!), lesquels deviendraient tout à la fois d’indispensables contributeurs aux finances (déjà déficitaires) du gouvernement d’Athènes et des foyers de diffusion des techniques agricoles européennes dans l’ensemble de la Méditerranée orientale.

Évidemment la plupart de ces projets s’avérèrent chimériques : la Grèce ne fut pas peuplée de paysans bavarois, le système juridictionnel capitulaire fut rapidement aboli dans le nouvel État et aucune partie de la Grèce ne devint finalement une colonie souveraine de la France. De même, les diatribes régulièrement énoncées à l’encontre des monopoles commerciaux, ceux gérés par l’administration égyptienne en Crète par exemple, ne débouchèrent nulle part sur l’instauration d’un véritable « empire du libre-échange » et la France dut même attendre 1888 avant d’obtenir la signature d’un traité de commerce avec le royaume de Grèce. Il n’en demeure pas moins qu’à travers l’analyse de ces consuls, de leurs discours et de leurs projets, Alexandre Massé nous livre une étude fondamentale pour comprendre la perception que les Européens de l’époque avaient de l’« Autre » : celle du maillon manquant entre l’idéal humaniste de l’*Encyclopédie* et les discours civilisationnels, et bientôt racistes, tenus à l’époque de Jules Ferry pour justifier la colonisation.

Arnaud Bartolomei